

ARRÊTÉ DU BAILLIAGE ET SIEGE PRÉSIDIAL DE BOURGES.

Du 21 Mai 1788.

LE Siege extraordinairement assemblé en la Chambre du Conseil, en vertu des ordres du Roi, notifiés le jour d'hier par M. Dufour de Villeneuve, Intendant de la Province & Commissaire de Sa Majesté en cette partie, pour procéder, l'Audience tenante, à la publication & enregistrement des Ordonnances, Edits & Déclarations, publiés au Lit de Justice tenu par le Seigneur Roi, au Château de Versailles, le 3 du présent mois.

A déclaré & déclare unanimement, qu'il ne peut, ne doit, ni n'entend prendre aucune part à la lecture, publication & enregistrement des Ordonnances, Edits & Déclarations dont il s'agit, attendu qu'ils n'ont pas été délibérés par le Parlement. Laissons au surplus, à mondit Sieur Intendant d'user de tous les pouvoirs qui lui ont été confiés à cet égard, sans aucunes approbations, que celle qui procede de la soumission & de l'obéissance due aux ordres du Roi.

Et à l'instant, les Gens du Roi étant entrés, lecture à eux faite du présent Arrêté, ont déclaré qu'ils y adhéroient unanimement, & se sont signés avec nous.

Et le même jour 21, après midi, après que lecture, publication & enregistrement des Edits, Déclarations & Ordonnances ont été faits à l'Audience, en présence dudit Sieur Intendant, nous Officiers susdits, rentrés en la Chambre du Conseil, déclarons unanimement que nous n'avons

Cave

F.R.C.

1492

assisté auxdites lectures , publications & enregistrement , & signé le procès-verbal qui en a été dressé , que par respect & soumission aux ordres du Roi , sans que , de notre assistance & signature , on puisse en induire aucun consentement de notre part , & ont tous signé.

ARRÊTÉS DU CHATELET D'ORLÉANS

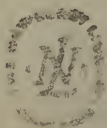
Du 23 Mai 1788.

NOUS protestons que notre présence purement passive , ne pourra être regardée comme une adhésion de notre part , à ce qui pourroit être fait & ordonné par le Commissaire du Roi départi en cette généralité.

Du 24 , déclarons unanimement que notre présence , la requisiion faite par le Procureur du Roi , du très - exprès commandement de Sa Majesté , & l'Ordonnance du Commissaire du Roi , pour la lecture , publication & enregistrement des Edits , Ordonnances & Déclarations , n'emportent avec elles aucune adhésion de notre part à tout ce qui dans lesdits Edits & Ordonnances , pourroit porter atteinte aux principes , constitutions de la Monarchie , & à l'attachement inviolable que nous avons voué au Parlement de Paris , notre supérieur immédiat dans l'ordre des juridictions , & l'organe direct & naturel à notre égard des volontés de Sa Majesté.

Avons en conséquence arrêté d'adresser au Roi , en la personne de Monseigneur le Garde des Sceaux , de très-humbles & très-respectueuses représentations , pour supplier jedit Seigneur Roi d'accorder à sa Cour de Parlement de Paris , le retour de ses bontés & de sa confiance.

Pour le supplier pareillement de retirer son Edit , portant établissement d'une Cour pléniere , & de rétablir sadite



Cour de Parlement dans l'intégrité & plénitude de ses droits , fonctions & prérogatives , en lui conservant la vérification des Edits & Ordonnances jusqu'à ce que Sa Majesté ait pris sur cet objet les vœux des Etats Généraux de son Royaume , dont elle sera très-humblement & très-instamment suppliée d'accorder la convocation ; & avons signé. — Les Gens du Roi ont adhéré.

ARRETÉ DU SÉNÉCHAL DE LYON

Du 23 Mai 1788.

LA Compagnie , persistant dans son adhésion aux véritables principes du droit public , qui sont la base & le soutien de la constitution monarchique , principes si courageusement défendus par toutes les Cours du Royaume.

Considérant qu'aucune Loi ne peut être légalement promulguée en ce Siege , qu'elle n'ait été enregistrée par la Cour de Parlement ; qu'il ne peut y avoir d'enregistrement légal , sans une vérification préalable ; & qu'il ne peut y avoir de vérification , sans liberté de suffrage.

Considérant enfin , qu'aucune de ces formes n'a été observée lors de l'enregistrement des Edits , Ordonnances & Déclarations , & que la lettre même de M. le Procureur Général , prouve qu'il n'est point dans cette circonstance l'organe de la Cour de Parlement.

A arrêté unanimement , qu'elle ne peut ni ne doit faire procéder à la lecture , publication & enregistrement desdits Edits , Ordonnances & Déclarations remis sur le Bureau par M. le Procureur du Roi. Les Gens du Roi ont requis acte de leur adhésion , qui leur a été accordé.

(4)

ARRETÉ DU BAILLIAGE D'ANGERS.

Du 24 Mai 1788.

LA Compagnie, assemblée à la Chambre du Conseil, après avoir pris lecture des Edits, Ordonnances & Déclarations ;

Considérant qu'ils ne sont point revêtus des formalités ordinaires & reconnues par les Loix constitutionnelles de la Monarchie ; qu'ils n'ont été ni légalement ni librement enregistrés par le Parlement ; que par une surprise, faite à Sa Majesté, on a ôté aux premiers Magistrats du Royanme, en leur fermant dans ce moment le Temple de la Justice, la faculté de lui faire leurs justes représentations ; droit si expressement reconnu dans tous les temps par Sa Majesté elle-même, que ces Edits ont excité & excitent encore, la réclamation unanime & universelle de tous le ordres de l'Etat.

Considérant en outre, que l'exécution de ces Edits, Ordonnances & Déclarations causeroient la ruine entiere de cette Province, qu'ils déchirent en lambaux, pour enrichir les Tribunaux voisins de ses dépouilles, & qu'ils privent entièrement des avantages & du soulagement que Sa Majesté a intention de procurer à toutes les Provinces.

La Compagnie croiroit manquer tout à la fois au service de Sa Majesté, à la religion de laquelle ces Ordonnances ont été surprises ; à la Nation entiere, qui réclame contre leur exécution ; à ses propres concitoyens, qu'elle blesseroit encore d'une maniere plus particuliere, si elle procédoit à l'enregistrement ;

A arrêté qu'elle ne peut ni ne doit procéder à la publication & enregistrement desdits Edits, Ordonnances & Déclarations. — Les Gens du Roi ont adhéré.